

Problématique académique :

→ QUELLES MUTATIONS DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI ?

Objectifs d'apprentissage

- 1. Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité.*
- 2. Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches).*
- 3. Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; Comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail.*
- 4. Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail/hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois.*
- 5. Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur*

Activités : Partie 1 (/5)

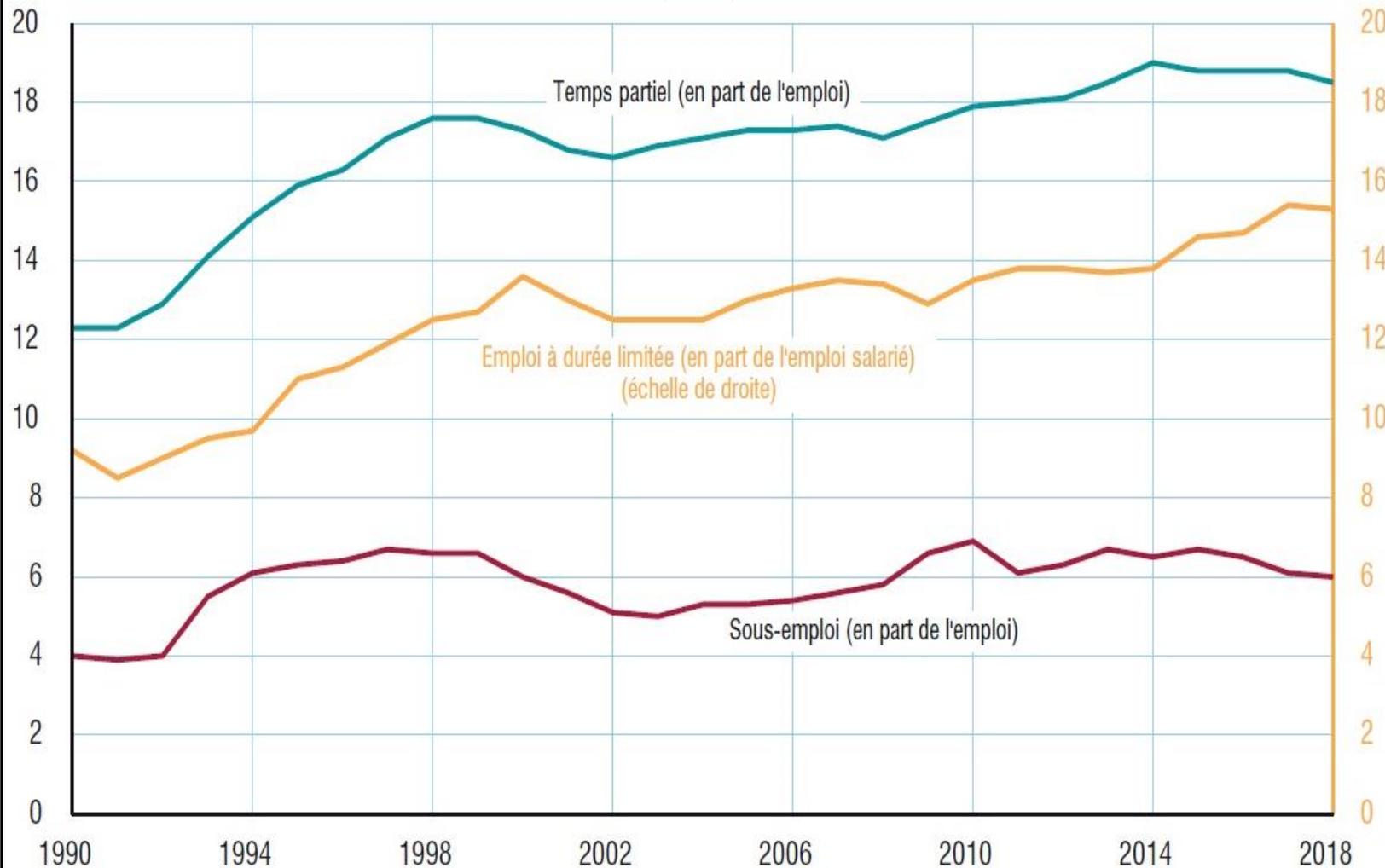
Ec 1 Distinguez les statuts d'actif occupé et d'actif inoccupé

Ec 1 Distinguez les définitions du chômage au sens du BIT et de pôle emploi

Ec 1 Distinguez les statuts de salarié et de non-salarié

Ec 1 A l'aide de deux exemples différents vous illustrerez la notion **d'emploi précaire***.

Emploi à durée limitée, temps partiel et sous-emploi de 1990 à 2018
(En %)



Note : l'emploi à durée limitée est donné en part de l'emploi salarié ; le temps partiel et le sous-emploi sont donnés en part de l'emploi.

Champ : France hors Mayotte ; population des ménages, personnes en emploi de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

©Insee 2019

Questions

1. A l'aide du document, vous comparerez les évolutions de l'emploi à temps partiel et de l'emploi à durée déterminée.

2. A l'aide du document et de vos connaissances, montrez que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité.

Travaux d'implication

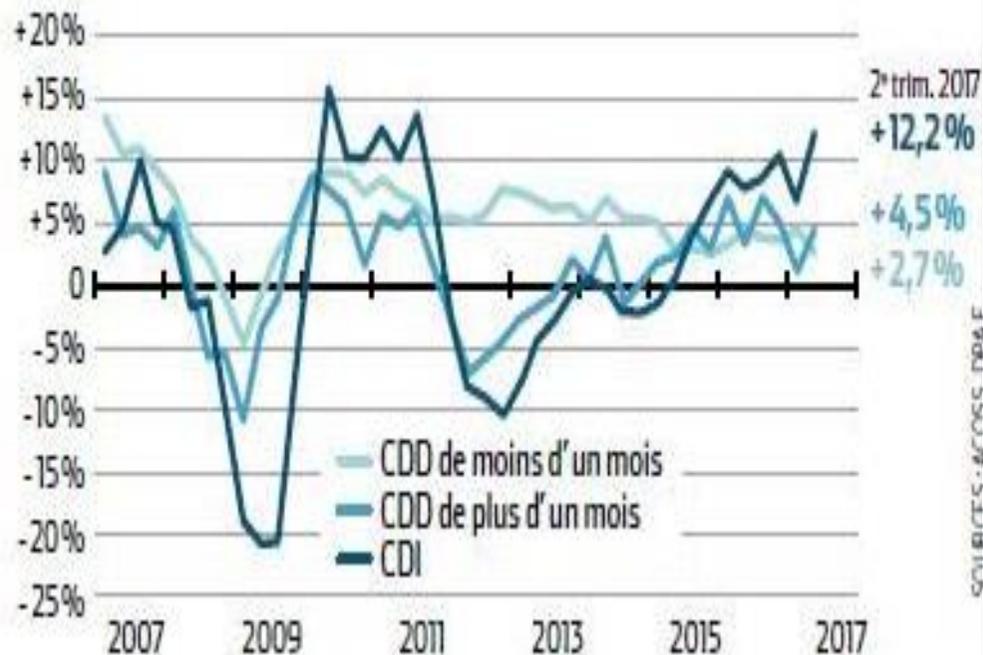
Les embauches redémarrent...

Créations nettes d'emplois du secteur privé



... y compris en CDI

Évolution des déclarations d'embauche par type de contrat



Q.1. Quel secteur institutionnel important est exclu des calculs d'embauches ? Les embauches sont-elles des flux ou des stocks ?

En quoi alimentent-elles la population active occupée ?

Q.2. En quoi est-il logique de soustraire les suppressions d'emplois pour établir la création *nette* d'emplois ? Posez le calcul permettant d'établir ces « créations » nettes et estimez les « créations nettes en 2013.

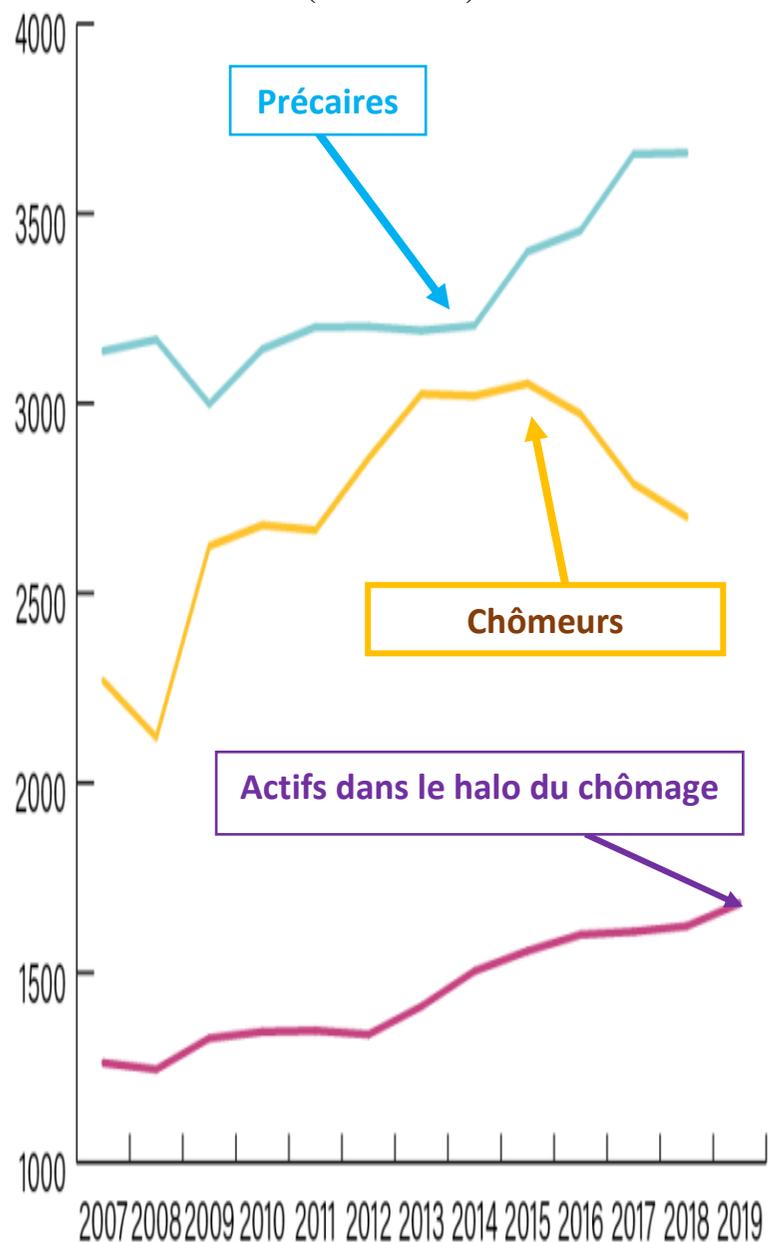
Q.3. Faites une phrase avec la donnée du 4^{ème} trimestre 2012. En quoi l'année 2012 a-t-elle été particulièrement négative ?

Q.4. Précisez objet(s), outil et unités. Commentez statistiquement la situation au 2^{ème} trimestre 2017

Q.5. En quoi les périodes 2009/2011 et 2015/2017 ont-elles été propices à l'augmentation du poids des CDI ?

Q.6. Pourquoi la crise bancaire et financière de 2009 a-t-elle incité les Entreprises non financières mais aussi financières à réduire les embauches plus particulièrement en CDI ? En quoi l'enjeu du partage de la valeur ajoutée a pu les « motiver » en ce sens ?

Evolution aux marges de l'emploi (En milliers)



<https://coorace-idf.fr/2020/01/07/quelle-evolution-des-marges-de-emploi/>

A première vue, la première tendance est une bonne nouvelle : en France, **le chômage baisse**. Son taux de 8,5% (hors Mayotte), est le plus bas depuis 2009. En volume, on compte ainsi 66 000 chômeurs de moins en ce mois de Novembre par rapport au début de l'année[1]. On aurait officiellement passé la période difficile qu'avait ouvert la crise de 2008.

Mais ce serait sans compter le phénomène d'**augmentation du halo autour du chômage**. En effet, le calcul du chômage ne prend en compte que les personnes qui cherchent un emploi et qui se déclarent disponible dans les deux semaines. Cette définition est celle de la catégorie A des inscrits chez Pôle Emploi. Il en existe 4 autres. De nombreuses situations ne correspondent pas à cette catégorie, voire à aucune des 5. Toutes les personnes sans emploi qui n'y rentrent pas composent alors ce que l'INSEE appelle le halo autour du chômage. Il a cru de 63 000 personnes cette année, qui rejoignent les 1,6 millions qui s'y trouvaient déjà[2]. Ce niveau est supérieur de près de 400 000 personnes à celui d'avant la crise.

Autrement dit, la baisse du chômage est proportionnelle à la hausse du halo qui l'entoure. En prenant toutes les catégories d'inscrits chez Pôle Emploi et le halo, on compte 12,5 millions de personnes en 2009. Sur celles-ci, seules 2,6 touchent des indemnités de Pôle Emploi[3].

Autre tendance : **l'augmentation de la part des travailleurs précaires**, c'est-à-dire les emplois en CDD, intérim ou apprentissage. On compte 13,7% des emplois dans cette catégorie en 2019[4], contre 12 en 2008, 11 au début des années 2000, 8 en 1990, et 5 en 1985. Une autre statistique est significative : en Ile de France, le nombre d'équivalent temps plein des intérimaires est passé de 95 000 en 2015 à 135 000 en 2018[5].

Enfin, 11,7% des emplois sont occupés par des **indépendants**. Cette catégorie est très hétérogène, mais regroupe notamment tous les auto-entrepreneurs, depuis la création du statut en 2008. Elle est particulièrement sujette à la précarité, avec 20% des indépendants se trouvant en réalité dépendant d'un seul client ou intermédiaire, imposant des contraintes et rapprochant le travail effectué du salariat déguisé[6]. C'est le cas de l'ensemble des travailleurs de l'économie de plateforme qui se développe depuis quelques années, avec en fer de lance des entreprises comme Uber ou Deliveroo. Toutes ces formes atypiques de travail indépendant ne sont pas encore bien encadrées par le droit, ni par les instituts statistiques[7]. Ce que l'on sait toutefois pour le moment est que le statut d'auto-entrepreneur semble aussi marqué par le sceau de la précarité : seul un auto-entrepreneur sur 3 est encore à son compte trois ans après son installation[8]. Les auto-entrepreneurs viennent souvent des fractions les moins favorisées de la population : 29% de chômeurs, 6% de précaires, 11% d'inactifs. **Au bout de trois ans, 90% des auto-entrepreneurs dégagent un revenu inférieur au SMIC au titre de leur activité non salariée**[9].

Finalement, si la part des travailleurs précaires n'est « que » de 13% dans les catégories de l'INSEE, la précarité est bien plus grande sur le marché du travail. Car la précarité peut s'entendre comme une « insécurité matérielle ou économique liée à la discontinuité et à la faiblesse des revenus, insécurité statutaire liée notamment aux lacunes de protection sociale et la dimension de stigmatisation et d'indignité sociale ». Les 3 catégories décrites plus haut, chômeurs, employés précaires, et auto-entrepreneurs, sont largement composés de personnes pouvant rentrer dans cette définition. Le marché du travail en 2019 se compose donc d'un noyau d'emplois stables, et d'une marge de situations de précarité variées, composée de chômage et d'emplois instables. **Cette marge tend à augmenter.**

- [1] Legrand, Baptiste. « Moins de chômage... mais plus de “halo autour du chômage” », Le Nouvel Obs, 14 août 2019. <https://www.nouvelobs.com/economie/20190814.OBS17183/moins-de-chomage-mais-plus-de-halo-autour-du-chomage.html>.
- [2] Besançon, Yves. « Le nombre de chômeurs: deux poids, deux mesures ». Club de Mediapart. Consulté le 12 décembre 2019. <https://blogs.mediapart.fr/yves-besancon/blog/251213/le-nombre-de-chomeurs-deux-poids-deux-mesures>.
- [3] Israel, Dan. « Ce que le gouvernement fait aux chômeurs ». Mediapart. Consulté le 12 décembre 2019. <https://www.mediapart.fr/journal/economie/281019/ce-que-le-gouvernement-fait-aux-chomeurs>.
- [4] Observatoire des inégalités. « 3,7 millions de salariés précaires en France ». Consulté le 12 décembre 2019. <https://www.inegalites.fr/etat-precarite-emploi>.
- [5] DIRECCTE Ile de France. « Chiffres clés 2019 de l'économie, du travail et de l'emploi en Ile-de-France », 3 juillet 2019. <http://idf.direccte.gouv.fr/Nouveau-les-chiffres-cles-2019-de-l-economie-du-travail-et-de-l-emploi-en-Ile>.
- [6] Babet, Damien. « Un travailleur indépendant sur cinq dépend économiquement d'une autre entité – Insee Première ». INSEE. Consulté le 12 décembre 2019. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3974828>.
- [7] Gros, Julien. *Les statistiques de l'emploi face aux mutations du travail indépendant*. La Découverte, 2019. <https://www.cairn.info/les-mutations-du-travail-9782348037498-page-77.htm>.
- [8] Richet D., Rousseau S. et Mariotte H. (2016), « Auto-entrepreneurs immatriculés en 2010 : trois ans après, 30 % sont encore actifs », *Insee Première*, n° 1595.
- [9] Domens, Jérôme et Justine Pignier. 2012. « Au bout de trois ans, 90 % des auto-entrepreneurs dégagent un revenu inférieur au Smic au titre de leur activité non salariée », *INSEE Première*, n° 1414.